

2.8 Le passage du XIX^e au XX^e siècle. Nouveaux défis

Une nouvelle étape de l'histoire ecclésiastique cubaine s'ouvre lorsqu'en 1902 s'inaugure la République. Le long XX^e siècle cubain débute en apportant des changements remarquables à la vie sociale, économique et politique de l'ancienne et dernière colonie espagnole des Caraïbes. Au chapitre précédent nous avons expliqué les métamorphoses au niveau économique et politique survenues à cette époque charnière. L'heure est venue d'introduire, ce qui est important pour notre recherche, les transformations surgies sur les plans culturel et religieux.

À la fin du XIX^e siècle, les États-Unis étaient déjà une puissance aussi importante que l'avait été auparavant l'Espagne, la France ou l'Angleterre, sauf que la nouvelle puissance n'avait pas d'espaces coloniaux. Cela explique qu'au tournant du siècle, la politique étasunienne se soit tournée vers des régions où le contrôle des anciennes métropoles était tout à fait affaibli : Cuba, Porto-Rico, Philippines.

Cependant, un fait dont il faut tenir compte est que ces colonies se maintinrent pendant des siècles sous la domination espagnole et, par conséquent, se virent obligées d'accepter le catholicisme. Quoi qu'il en soit, par la force ou pour le besoin naturel de l'être humain de se rapprocher de Dieu, le catholicisme s'était enraciné dans la culture cubaine, dans la sociologie des Cubains, dans la vie quotidienne de la société, dans la cosmovision de la population, en créant une sorte de matrice socio-culturelle. Pour la politique étasunienne, le catholicisme constituait partout un élément de rattachement du peuple cubain à l'Espagne, observation qui n'était pas éloignée de la réalité historique. Dès lors, la guerre entre la robuste nation nord-américaine et l'Espagne déclinante eut, en arrière-plan, une autre version, soit l'affrontement du libéralisme religieux et de la laïcisation contre le catholicisme. Toutefois, ce libéralisme supposait une nouvelle offre religieuse et spirituelle à un peuple profondément religieux.

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle les premières dénominations chrétiennes protestantes arrivèrent à Cuba²¹³, mais à partir de 1898 commença la première grande vague d'Églises protestantes²¹⁴.

Au début du XX^e siècle, l'Église catholique, affaiblie économiquement par la guerre, avec un prestige entamé à cause des manifestations anti-indépendantistes, avait une influence très pauvre dans la société. À cet égard, l'auteure Esperanza Puron²¹⁵ soutient que le rôle de l'Église dans la société d'alors avait été réduit à la célébration des mariages, des baptêmes et des cérémonies funèbres. Du point de vue de ses structures, à l'époque l'Église comptait seulement deux évêchés, l'un à La Havane, créée en 1787, et un autre à Santiago de Cuba, élevé au statut d'archevêché en 1803. La crise de l'Église catholique à Cuba avait déjà commencé dans les années '30 du XIX^e siècle, comme il est indiqué ci-dessus. Désormais, entre les années 1898 et le début de la République, cette crise s'accroît. Dans ce nouveau contexte d'opposition, la récupération sur tous les fronts était un impératif et, à cette tâche, s'adonnera l'Église dans les années suivantes.

2.8.1 Le réveil du catholicisme cubain pendant la première République (1902 - 1959)

L'auteur Augusto Montenegro González décrit de la façon suivante la situation de l'Église cubaine au début du XX^e siècle :

L'Église, pendant ce temps, affronte de multiples problèmes. Elle perd sa position théoriquement privilégiée et, par conséquent, les droits découlant du « *Concordato* » et du « *Patronato* »; elle demeure marginalisée à cause de son identification au pouvoir colonial, ce que condamnent les insurgés cubains ; le clergé est décimé par le retour à

²¹³ Ces premières églises installées à cette époque sont connues sur le nom d' « églises historiques », au cours du siècle d'autres dénominations s'ajouteront en occupant des espaces importants dans l'île.

²¹⁴ Selon Cepeda, c'est à partir de ce moment commencerait l'entrée des principales dénominations qui s'étendraient sur toute la longueur du pays. En 1902 dans la ville de Cienfuegos, au centre-sud de l'île, se rencontrèrent les représentants des principales missions évangéliques placées à Cuba pour y célébrer une conférence évangélique. L'un des résultats les plus importants de cette conférence fut la division territoriale selon laquelle chaque dénomination protestante serait installée dans une région déterminée. Selon cette sorte de « carte protestante » de Cuba, l'Église méthodiste occupa presque toutes les capitales provinciales et d'autres grandes villes; l'Église baptiste divisa l'île en deux régions et deux conventions, la Convention baptiste américaine occupa l'est de l'île, en y créant la *Convención bautista de Cuba oriental*, et la convention baptiste du sud des États-Unis occupa la région de l'ouest, en y créant la *Convención bautista de Cuba occidental*. L'église presbytérienne unifiée renforça le travail dans les provinces de La Havane et Las Villas, tandis que l'église presbytérienne des États-Unis se concentra dans la ville de Cardenas et ses environs, la mission de l'Église protestante épiscopale des États-Unis d'Amérique reprit le travail missionnaire dans La Havane et Matanzas, d'autres petites missions ne se limitèrent qu'à certaines régions.

²¹⁵ Esperanza Puron, « La Acción Católica Cubana ». (I), *Revista espacio laical* année II, no 6, avril-juin, 2006, [http://www.espaciolaical.org/contens/06/ind_main6.htm] (consulté le 08 janvier 2017).

l'Espagne des prêtres et religieux ; les deux seuls prélats, l'archevêque de Santiago de Cuba et l'évêque de La Havane ainsi que beaucoup de prêtres espagnols étaient vus comme des fonctionnaires de la Couronne ; bon nombre de temples et de chapelles restent détruits par la guerre à cause de leur utilisation comme casernes. À ces calamités, on doit ajouter les mesures prises par le premier gouverneur militaire, le général Brooke, qui interdit les processions et autres manifestations de religiosité hors des temples, établit le mariage civil comme le seul valide, sécularisa les cimetières construits et administrés par l'Église, ordonna l'arrêt du paiement de leur salaires aux évêques et au clergé en général. Il faut aussi mentionner l'indifférence religieuse enracinée dans la population et la conduite immorale de nombreux prêtres diocésains, ce qui place l'Église face au besoin urgent de répondre au défi d'évangéliser dans la nouvelle Cuba en construction. Défi auquel nous pouvons ajouter l'arrivée de très nombreuses Églises évangéliques²¹⁶.

Dans ce contexte, le catholicisme cubain s'adonnera à la dure tâche de se lever de ses propres ruines encore fumantes. La Sacrée Congrégation des affaires ecclésiastiques, réunie en session extraordinaire, le 29 août, prit la détermination de nommer un délégué apostolique extraordinaire pour les Antilles espagnoles. En septembre 1898, le Saint-Siège nomma délégué apostolique à Cuba, Porto-Rico et les Philippines, l'ancien archevêque de New-Orléans, Monseigneur Placide Chapelle²¹⁷.

Les premières démarches de l'Église cubaine visèrent la cubanisation du clergé. Pour y parvenir les deux évêques de l'île, Monseigneur Santander y Frutos, de La Havane, et Monseigneur Sáenz de Urturi, de Santiago de Cuba, furent remplacés par deux prêtres provenant du clergé cubain. Force est de constater que l'évêque de Santiago de Cuba, ayant pris conscience de sa manière de penser – déjà expliquée plus haut — demanda lui-même sa substitution.

Pour le siège épiscopal de la ville principale de l'est du pays, fut désigné Francisco de Paula Barnada y Aguilar, prêtre cubain accusé par ses propres compagnons espagnols²¹⁸, de coopérer avec les séparatistes. À La Havane, les choses seront un peu différentes. L'évêque de La Havane avait montré son intérêt pour continuer à la tête du siège épiscopal de la ville la plus importante du pays²¹⁹, mais les informations envoyées à Rome par le délégué apostolique étaient défavorables. En 1899, le Siège

²¹⁶ Augusto Montenegro González, « Historiografía de la Iglesia en Cuba (1902-1952) », dans *Anuario de Historia de la Iglesia*, Universidad de Navarra, núm. 14, 2005, p. 313-349.

²¹⁷ *Ibidem*.

²¹⁸ Guillermo Fernández Toledo, *op. cit.*, p. 68 et 87.

²¹⁹ *Ibidem*, p. 101.

sera occupé par un Italien, Monseigneur Donato Raffaele Sbarretti y Tazza, premier auditeur de la Délégation Apostolique à Washington. Selon l'auteur Guillermo Fernández Toledo, les critères pris en compte pour nommer Sbarretti, furent sa neutralité en matière de politique et son excellente capacité de négocier avec les étasuniens²²⁰. La nomination de Sbarretti ne fut pas bien accueillie. Selon le critère généralement accepté, le siège de la capitale devrait être occupé par un prêtre cubain. Le clergé national et certaines personnalités politiques firent connaître leur opinion au Saint-Siège²²¹. Malgré tout, Sbarretti parvint à solutionner plusieurs problèmes anciens²²². En 1901, tenant compte de l'opinion généralisée selon laquelle la mitre de La Havane devrait être portée par un prêtre national, Sbarretti démissionna pour faire place à un évêque cubain. Il fut remplacé, en 1901, par l'archevêque Barnada²²³.

Une fois les deux évêchés de l'île organisés, le pas suivant consista en l'amélioration de la vie ecclésiastique et le réveil de la dynamique missionnaire, cherchant à lui donner un profil plutôt social. Le 20 février 1903, le pape Léon XIII annonçait la création de deux nouveaux diocèses, les premiers de l'ère républicaine : celui de Pinar del Río, à l'extrême ouest du pays, et celui de Cienfuegos, au centre-sud de l'île²²⁴. Un autre pas significatif dans la voie de la récupération, fut la réouverture du Séminaire « San Carlos y San Ambrosio »²²⁵, dont le fonctionnement était essentiel pour la cubanisation du clergé en fonction à Cuba. En 1912, le pays sera le théâtre de la création de deux autres diocèses : l'un, à Camagüey, et l'autre, à Matanzas. Désormais, l'île comptera un diocèse par province civile²²⁶. En 1915, le catholicisme intégrera à la nationalité cubaine, un des plus puissants éléments de sa religiosité : ce fut l'année où, à la demande des évêques et de vétérans de la guerre, le pape Benoît XV proclama patronne de Cuba la Vierge de la Charité²²⁷.

²²⁰ *Ibidem*.

²²¹ « [...] les prêtres prirent, eux aussi, des postures diverses : un premier groupe, comptant 36 ecclésiastiques, la plupart d'entre eux cubains, s'opposèrent à Sbarretti au début de juillet 1900; un deuxième groupe réunissant 31 curés, la plupart d'entre eux espagnols, étaient en faveur. Un troisième groupe, formé par huit prêtres, dont plusieurs des prétendants à la mitre, rédigea un dossier intitulé « *Proteste et adhésion* », le 20 décembre, où les prêtres protestaient pour la nomination d'un évêque étranger, en même temps qu'ils affirmaient l'adhésion au Saint-Siège. Ceci est motivé par la proposition des journaux de l'époque de créer une église cubaine, indépendante du Saint-Siège » dans : Guillermo Fernández Toledo, *op. cit.*, p. 124.

²²² *Ibidem*, p. 122.

²²³ Voir Augusto Montenegro González, *op. cit.*

²²⁴ Guillermo Fernández Tolero, *op. cit.* p. 217.

²²⁵ *Ibidem*, p. 233.

²²⁶ Esperanza Puron, *op. cit.*

²²⁷ Maximiliano F Trujillo Lemes, *El pensamiento social católico cubano en la década de los '60*, Tesis en opción al Título de Doctor en Filosofía, Universidad Central Martha Abreu de Las Villas, Villa Clara, Cuba, 2006, p. 21.

Comme nous l'avons déjà expliqué, c'est l'époque où de nouvelles institutions surgissent sur le plan social, à partir de l'organisation de différentes forces politiques ou culturelles. Un processus similaire naîtra au sein de l'Église catholique : plusieurs institutions seront formées dont l'activité sera très importante pour la réinsertion du catholicisme dans la dynamique sociale²²⁸. Quelques-unes s'occuperont de la spiritualité du peuple catholique cubain, mais d'autres s'engageront dans la société. Ces institutions, en établissant des liens entre elles, deviennent un complément essentiel pour l'accomplissement d'une pastorale intégrale, une pastorale qui s'occupera de l'homme dans ses deux dimensions, spirituelle et matérielle.

À partir des années '20, le catholicisme se verra consolidé par la création de diverses institutions telles que Les chevaliers catholiques, fondés en 1925, La Fédération des jeunesses catholiques, en 1928. Le Regroupement catholique universitaire, en 1931 et les quatre branches de l'Action catholique. Peu à peu, ces institutions réintroduiront le catholicisme dans la vie nationale, en lui redonnant le prestige perdu. En plus, les Missions populaires, l'Action catholique cubaine, ainsi que les Congrès eucharistiques et mariaux cubains tenteront de raviver la foi du peuple. Ajoutons les œuvres de bienfaisance et l'attention aux prisonniers. Cela nous parle d'une présence active dans le champ de l'assistance, notamment à travers le travail des religieuses. L'augmentation du nombre de ces dernières, l'accroissement d'un clergé cubain mieux identifié aux réalités du peuple, la présence active de laïcs très bien formés et porteurs d'initiatives nouvelles, ainsi que l'utilisation des médias et des outils de communication sociale, nous offrent le visage d'une Église active, en pleine dynamique évangélisatrice.

Dans cette liste d'œuvres catholiques, deux catégories sont d'une importance majeure; celles relatives à la projection sociale de l'Église catholique et celles relatives à sa vocation éducative et formatrice.

²²⁸ *Ibidem*, p. 21.

En 1909, fut créé l'Ordre des Chevaliers de Colomb qui, selon l'auteur Manuel Fernández Santalices, fut le premier mouvement de laïcs né à La Havane²²⁹. En 1950, Jorge Hyat, en parlant de ce mouvement, écrivait :

(...) le mouvement a su arriver aux écoles publiques pour inculquer la morale chrétienne, à travers les concours d'opposition (concurso de oposición) et les conférences. De même, il a combattu les projets de lois antireligieuses, a répandu la charité et la fierté de Noël en distribuant de la nourriture et des vêtements, il a contribué dans les jours de la misère à combattre la famine en créant les cuisines économiques, il a commencé la qualification des films cinématographiques (...) ²³⁰.

En 1940, l'Ordre des Chevaliers fut le porte-parole de la pensée catholique lorsque les représentants du peuple, réunis en Assemblée nationale constituante, rédigèrent une nouvelle Constitution. Pendant les séances de l'assemblée, le laïc Manuel Dorta Duque, membre de l'Ordre et délégué à l'assemblée, lança un projet de réforme agraire considéré par plusieurs comme le plus sérieux, complet et intégral de l'histoire de la République²³¹. En 1929, à l'intérieur du pays furent créées les unions des chevaliers catholiques de Cuba²³².

Concernant les publications, il s'impose de mentionner la Revue *Lumen*, éditée par l'*Agrupación católica universitaria* et, à partir de 1950, l'une des revues les plus prestigieuses de la République, La *Quincena*, dirigée par le Père jésuite Ignacio Biaín²³³. La revue fut fondée dans le but de « donner une réponse chrétienne aux problèmes d'aujourd'hui »²³⁴. De caractère progressiste, La *Quincena* devint la cible d'un feu croisé de critiques et de pressions intenses procédant de la classe politique et de certains secteurs conservateurs de l'Église. Finalement, l'édition de la revue fut prohibée en 1961, lorsque la révolution commandée par Fidel Castro déclara l'interdiction de toute publication autre que celles des maisons éditrices appartenant à l'État.

²²⁹ Manuel Fernández Santalices, «Asociaciones y movimientos católicos en Cuba: su proyección social en la República», dans Joaquín Estrada Montalván (éditeur et compilateur), *Iglesia católica y nacionalidad cubana, Encuentros nacionales de Historia T-II*, Miami, Florida, Ediciones universal, 2005, p. 401 – 419.

²³⁰ Jorge Hyat, « La orden de los caballeros de Colón », dans *Seminario católico*, La Habana, año XL, no 1210–1213, 1950, p. 42 – 44, cité par: Manuel Fernández Santalices, *op. cit.*

²³¹ Manuel Fernández Santalices, *op. cit.*

²³² *Ibidem.*

²³³ *Ibidem.*

²³⁴ *Ibidem.*

En 1941, le prêtre jésuite Manuel Foyaca, dans une nouvelle tentative de diffuser la doctrine sociale de l'Église, créa le mouvement « Démocratie sociale chrétienne ». En 1947, avec l'objectif de « conquérir la jeunesse travailleuse et de divulguer parmi elle la doctrine sociale de l'Église catholique » fut créée la JOC (jeunesse ouvrière catholique). L'auteur, M. Fernández Santalices, déclare que, en arrière-plan, il y avait d'autres fins, telles que « le besoin de former des dirigeants afin d'établir un régime social et politique nettement chrétien », une sorte de régime théocratique²³⁵ ou cité catholique.

Dans le cadre de notre réflexion, « l'Académie catholique de sciences sociales » mérite une attention particulière. Cette institution apparut comme une réponse de l'Église catholique à un besoin de l'époque et de la société : la nécessité de légiférer et d'instituer des mécanismes de contrôle, afin de protéger la classe ouvrière. Pour l'auteur Salvador Larrúa Güedes²³⁶, trois questions se trouvent à l'origine d'une telle législation²³⁷.

- D'abord, lorsque la République fut inaugurée, il y avait à peine 16 ans qui avait été abolie l'esclavage. Rappelons, qu'à Cuba, la seule qualification exigée des esclaves était celle qui est requise pour les lourds travaux agricoles. Dès lors, la masse d'esclaves était pratiquement illettrée.
- Deuxièmement, lorsqu'en 1902 débuta l'ère républicaine, le capital et les entreprises nord-américains occupèrent les secteurs économiques les plus importants. Le capitalisme étasunien avait alors certaine expérience en ce qui concerne l'exploitation des ouvriers. Par contre, les travailleurs n'avaient aucune expérience quant à l'organisation syndicale pour défendre leurs droits ou agir en tant que groupe de pression sur le congrès.

²³⁵ *Ibidem*.

²³⁶ Salvador García Güedes, «La academia católica de Ciencias Sociales, una institución al servicio del pueblo de Cuba», dans, *Tercer encuentro nacional de Historia, Iglesia católica y nacionalidad cubana, Memorias, Comisión Nacional de la pastoral de Cultura de la COCC*, casa diocesana La Merced, 6-9 de junio, Arquidiócesis de Camagüey, 200, p. 173 – 179.

²³⁷ « La plus archaïque des colonies connaît désormais un dynamisme économique dès 1550 : exportation du cuir, du cuivre, du bois ; consolidation des activités économiques maritimes ; construction de navires de guerre et de commerce ; spécialisation dans les services de réparation et de ravitaillement de bateaux. La métropole instaure, à l'aide de l'oligarchie cubaine, une économie d'exportation, assise sur la division du travail esclavagiste. L'esclavage devint une source de richesse et de divergence entre l'Espagne et les puissances européennes. L'Angleterre, l'empire économique de l'époque, l'avait déjà aboli vers 1833, et les États-Unis, en 1866. N'empêche que l'abolition de l'esclavage à Cuba n'eut lieu que tardivement, en 1886, même si le système esclavagiste traversait une profonde crise depuis les années 1860. L'esclavage se développa rapidement, entre autres, par la production sucrière. Cuba se spécialisa dans la mono-production et la mono-exportation du sucre, grâce au régime d'exploitation auquel furent soumis les esclaves. Le marché lucratif du sucre se renforça après l'invasion de l'Angleterre en 1762. L'occupation militaire anglaise dura onze mois, mais elle revitalisa et entérina le système esclavagiste cubain, transportant plus de dix-mille Africains pour travailler dans les plantations de canne à sucre. Cuba devint le premier producteur et exportateur du sucre de l'époque. C'est ainsi que l'île domina le marché sucrier depuis la moitié du XVIII^e siècle jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Cette performance était due, essentiellement, au régime esclavagiste existant dans l'île ». Dulce María Cruz Herrera, *États-Unis – Cuba les interventions d'un empire, l'autodétermination d'un peuple*, Québec, Presse de l'Université de Québec, 2007, p. 3.

- Finalement, il importe de noter que cette époque marquera l'introduction des idées supposément libératrices et émancipatrices de la classe ouvrière; l'anarchosyndicalisme, le marxisme, le pseudosocialisme, entre autres²³⁸.

Dans ce contexte, l'Église, désireuse d'offrir à la classe ouvrière une législation capable de régler le système de relations entre les ouvriers et le capital, créa l'Académie catholique de sciences sociales. La création de cette institution mit l'Église catholique cubaine à l'avant-garde des institutions protectrices des intérêts des classes travailleuses. En 1920, l'Académie présenta auprès du Sénat de la République un Code du travail, interprété par beaucoup comme le plus complet des instruments législatifs rédigés jusqu'alors²³⁹. En somme, il s'agit d'un document qui recueille des questions liées au régime de travail telles que le nombre d'heures de travail, le salaire, la protection des ouvriers en cas d'accident de travail, les indemnisations, l'assurance sociale, la formation des nouveaux employés, entre autres.

Le Code fut aussi présenté à « l'Organisation internationale du travail », appartenant à cette époque à la « Ligue des nations » antérieure à l'ONU. Voici quelle fut la réponse de la OIT : « (...) le projet cubain d'un code du travail, à fort contenu social, dépasse, en matière de législation, les travaux réalisés dans d'autres pays. Cela constitue une avance de nombreuses années par rapport à d'autres nations »²⁴⁰.

Fidèle à sa vocation humaine et chrétienne, l'Académie catholique de sciences sociales produit, en 1922, un Projet de loi concernant la protection des femmes travailleuses et un autre pour la construction de logements économiques pour les travailleurs²⁴¹. Ajoutons à cette liste, un projet pour organiser des syndicats agricoles, considéré comme étant la première pierre en vue d'une réforme agraire.

À notre point de vue, les initiatives de l'Académie démontrent clairement le réel engagement du catholicisme cubain en faveur de la société, notamment envers les plus vulnérables. Les travaux de l'Académie n'eurent jamais pour objectif

²³⁸ Salvador García Güedes, «La academia católica de Ciencias Sociales, una institución al servicio del pueblo de Cuba», dans *Tercer encuentro nacional de Historia, Iglesia católica y nacionalidad cubana, Memorias, Comisión Nacional de la pastoral de Cultura de la COCC*, casa diocesana La Merced, 6-9 de junio, Arquidiócesis de Camagüey, 200, p. 173 – 179.

²³⁹ Mariano Aramburo, *Exposition du Project du code de travail au Sénat de la République, le 20 juin 1920*, Imprenta Maza, Arroyo y Caso, la Habana, 1920, p.4.

²⁴⁰ Salvador García Güedes, *op. cit.*

²⁴¹ Ce projet fut présenté auprès du Congrès de la République, le 18 juin 1922 le congrès approuva la quantité d'un million 300 mil pesos pour la construction de 2 000 foyers pour les ouvriers.

d'idéologiser une partie de la société en opposition à l'autre, comme ce sera le cas pour d'autres institutions et partis politiques. On visait plutôt à l'équilibre social en créant une ambiance de coopération entre tous les secteurs composant la société.

L'Académie étudia les problématiques sociales, ouvrières et de genre, à partir de la doctrine sociale de l'Église catholique, ce qui fait de cette institution une pionnière dans le contexte latino-américain. De même, les travaux de l'Académie mirent en évidence la validité de la théologie comme base de réflexion sociale et l'intérêt de l'Église catholique pour participer à la solution des problèmes sociaux cubains.

Il convient aussi de reconnaître, en toute justice, l'importance de l'œuvre éducative du catholicisme cubain. Vivifiée par l'arrivée des Ordres religieux, ses objectifs s'orientèrent vers la formation d'intellectuels et de professionnels, sans oublier l'apprentissage des arts et des métiers. Lorsque, en 1961, le gouvernement révolutionnaire publia la loi de la nationalisation de tout l'enseignement privé, ce fut sous le prétexte que : « Dans ces centres d'enseignement, n'avaient accès que des élèves appartenant aux classes riches, ce qui, en plus de contrevenir à la gratuité de l'enseignement, favorisait la division de classes et encourageait les privilèges »²⁴².

Cette déclaration, qui ne correspond pas à la réalité, constitue pour le moins une exagération ou, plus probablement une justification pour le déclenchement d'une campagne contre l'éducation catholique. Certains ordres religieux s'étaient donné la mission de fournir l'éducation et formation aux classes pauvres de la société. L'école électromécanique adjointe au Collège de Belén ainsi que la contribution des Pères Salésiens à La Havane, Camagüey, Santiago de Cuba et Santa Clara, où ils créèrent des écoles d'arts et métiers, en constituent des exemples qui désarticulent le discours officiel²⁴³.

Parmi les institutions composant le système éducatif catholique se distingue la royale et pontificale « *Universidad de Santo Tomás de Villanueva* ». Les démarches pour son établissement commencèrent en 1941, lorsque le sénateur de la province de Pinar del Río, Emeterio Santovenia, alors président de l'Académie d'Histoire de Cuba, présenta

²⁴² Loi s/n du 6 juin 1961, « Nacionalización general y gratuita de la enseñanza », dans José Bell, Delia Luisa López et Tania Caram, *Documentos de la revolución cubana 1961*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2008, p. 145 – 147.

²⁴³ Voir Junta Nacional de Acción Católica Cabana. Secretariado Económico Social, *Primer catálogo de las obras sociales católicas de Cuba*, La Habana, Cuba 1953.

le projet au Sénat de la République²⁴⁴. Cependant, ce ne fut qu'en 1950, soit quatre ans après l'ouverture de l'institution, que le décret présidentiel autorisant le fonctionnement de l'Université fut signé par le président de la République, le Colonel Fulgencio Batista²⁴⁵. Elle fut la première université privée de la République. L'institution offrait ses cours aux étudiants catholiques et non-catholiques. Une seule différence : pour les croyants, les cours de religion étaient une condition *sine qua non* pour obtenir le diplôme²⁴⁶. L'établissement éducatif fonctionnait comme toute institution moderne avec sa bibliothèque, plus de sept publications scientifiques, des conseillers pour mieux encadrer les étudiants, les cours d'été et autres²⁴⁷.

Au début, l'université avait quatre facultés. Deux d'entre elles, celle de l'Éducation et celle des Sciences de l'économie, ouvrirent leurs portes pour offrir des cours aux ouvriers. L'historiographie d'orientation marxiste, qui monopolise la production historique actuelle, insiste sur la thèse selon laquelle l'université catholique fut créée afin de préserver les fils de la bourgeoisie exempts de toute contamination politique²⁴⁸. Dès sa fondation, l'université Santo Tomás de Villanueva avait, parmi ses objectifs, celui d'offrir une formation intégrale, en conjuguant l'éducation chrétienne catholique et une vaste formation professionnelle. Villanueva était une université apolitique. Elle recommandait aux étudiants de ne se mêler de la politique du pays, qu'après l'obtention de leur diplôme. Lorsqu'en 1961 l'État émit la loi de la nationalisation du système d'enseignement à tous les niveaux, l'Université de Villanueva avait préparé pour la société un bon nombre de professionnels, également formés dans l'humanisme chrétien. Les fondateurs de l'université de Villanueva n'eurent jamais comme objectif la création d'une institution politique, mais humaniste, intéressée à la formation intégrale des citoyens. En 1954, l'Université comptait environ 1000 étudiants inscrits.

²⁴⁴ María Llovet, « Resume of the first ten years of Villanueva, study by FR. McCarthy; DR. Pérez Cabrera and Margarita Condom, arranged by faithful alumna Marta Lloret », dans FR. Kelly, J. John, *The Catholic University of Havana 1946 - 1961*, Miami, Florida, Rodes Printing, 2004, p. 47 – 68.

²⁴⁵ *Ibidem*.

²⁴⁶ *Ibidem*.

²⁴⁷ *Ibidem*.

²⁴⁸ « En 1950, la loi des Universités privées a été votée, loi qui rend légitime l'offensive contre les universités d'État [...] en 1953, l'Université catholique de Saint-Thomas de Villanueva devint officielle [...]. Par cela, on voulait maintenir les fils de la bourgeoisie loin de l'ambiance des révoltes caractérisant les centres d'enseignement appartenant à l'État ». Francisca López Civeira, *Cuba seis décadas de Historia, entre 1898 y 1958*, La Habana, Editorial, Félix Varela, 2007, p. 169.

L'Université de Villanueva semble être l'institution la plus importante dans le système d'enseignement catholique de la République, mais il existait également, c'est une donnée de 1955, 212 écoles catholiques dont l'inscription s'élevait à 61 960 étudiants. En 1953, six ans avant l'arrivée des communistes au pouvoir, l'Église publia le premier catalogue d'œuvres sociales catholiques de Cuba. Cette publication, qui constitue en elle-même une belle pièce de sociologie religieuse, comprend 255 œuvres sociales. Les auteurs du catalogue, après avoir classé les œuvres selon leur contenu, expliquent que :

Le recueil précédent montre, en des termes très précis, le caractère prépondérant des œuvres sociales catholiques de Cuba, couramment inspirées par un esprit d'assistance sociale manifesté dans les écoles, les dispensaires et les autres institutions bénéfiques, sans compter l'attention au domicile des pauvres et des malades.

Les sociétés mutualistes et autres institutions fournissant des services payants, ne constituent pas la majorité des institutions existantes. Cependant, on peut dire qu'elles constituent les points faibles de l'œuvre sociale catholique cubaine²⁴⁹.

Il est vrai que dans certains collèges catholiques, l'enseignement ne fut jamais gratuit. En février de 1959, lorsque le système d'éducation catholique risquait de disparaître à cause de menaces provenant du gouvernement procommuniste, l'archevêque de Santiago de Cuba, Monseigneur Pérez Serantes, observait :

Il est vrai qu'elle est dispendieuse l'Université catholique. Elle ne le serait pas si elle était subventionnée. De toute façon, ce n'est pas un problème pour ceux qui ne la fréquentent pas. C'en est un qui concerne seulement ceux qui, pouvant étudier sans payer, ont le plaisir de payer pour étudier. C'est très intéressant et constitue une bonne matière d'étude²⁵⁰.

L'archevêque primat de l'Église cubaine disait une grande vérité. Les institutions catholiques à caractère social prospérèrent, dans une certaine mesure, grâce à l'abandon de l'État pour les questions concernant l'éducation. Pendant la dernière dictature de Fulgencio Batista. Il est bien connu que le budget destiné à l'éducation, fut consacré (clause K du budget de l'État) pour soutenir financièrement tout un

²⁴⁹ Secrétariat économique social du Bureau National d'Action catholique Cubaine, *Premier catalogue des œuvres sociales de Cuba*, La Habana, Cuba, 1953, p. 29. Archives diocésaines de l'Évêché de Santa Clara, Cuba.

²⁵⁰ Enrique Pérez Serantes, «La enseñanza privada», dans *La voz de la Iglesia, 100 documentos episcopales* México DF, Obra nacional de la buena prensa, p. 64.

mécanisme syndical pro-gouvernemental visant à pénétrer et à contrôler le vrai mouvement ouvrier²⁵¹.

C'est dans ce contexte et à partir de ces données qu'il faut interpréter l'œuvre éducationnelle de l'Église catholique. Là et seulement là, on comprendra le grand service fourni par l'Église à la société cubaine. Mais, il y a une autre question dont il faut tenir compte au moment de juger le coût des études dans certaines institutions catholiques. Très souvent, une grande partie de l'argent obtenu dans les collèges payants était utilisée pour financer les collèges destinés à l'éducation des couches pauvres. Les jugements portés sur la non-gratuité de l'enseignement catholique et des autres dénominations chrétiennes, avant l'arrivée des communistes au pouvoir sont nombreux. Mais si on ne tient pas compte des éléments ci-dessus énumérés, on risque fort d'émettre un jugement partial et incomplet sur la question.

Nous ne voudrions pas passer au chapitre suivant sans mentionner une autre institution catholique qui a été très active en ce qui concerne la vulgarisation de la doctrine sociale de l'Église catholique, la « *Agrupación católica Universitaria* ». Créée en 1931 par le prêtre Felipe Rey de Castro, elle n'eut jamais comme objectif celui de devenir un parti politique mais l'association fonctionna plutôt comme un groupe de pression²⁵². En 1957, l'ACU, dans un excellent travail de sociologie rurale, s'intéressa à connaître et à dévoiler la situation sociale des habitants de la campagne. Les enquêtes et la rigueur scientifique-méthodologique employées constituent un témoignage de la capacité des institutions catholiques de collaborer à la solution des problématiques nationales²⁵³.

Dans son discours de bienvenue au pape Jean-Paul II lors de sa visite à Cuba en 1998, Monseigneur Pedro Meurice affirmait, en parlant de l'Église catholique cubaine ;

²⁵¹ “Workers expressed their contempt for the government-approved union -which they called CTK, because of its fraudulent milking of Clause K in the Ministry of Education’s budget—by dropping out of their unions in spite threatened reprisals by union leaders”. Oscar Zanetti Lecuona et Alejandro García, *Sugar end railroads, a Cuban history, 1837 – 1959*, The University of North Carolina Press, 1989, p. 468.

²⁵² Salvador Subirá-Turró, ACU, 75 aniversario A.M.D.G. 1931 – 2006, *Breve historia de la Agrupación católica universitaria*, Miami, Éditions Universal, 2006, p. 19.

²⁵³ « En 1954 la *Agrupación católica universitaria* enquête environ quatre mil personnes afin de déterminer la religiosité de la population cubaine. Selon les données apportées 96,5 % des personnes croyaient à l'existence de Dieu et le 83,5 % vénéraient la vierge de la Charité. Selon l'enquête 72,5 des cubains étaient des catholiques ; 19 % étaient agnostiques ; 6% étaient des protestants ; 1% étaient spiritistes et santeros ; et seulement le 0,5 % étaient des juifs ». Ignacio Uría, *Iglesia y revolución en Cuba, Enrique Pérez Serantes (1883 - 1968), el obispo que salvó a Fidel Castro*, Madrid, Ediciones Encuentro, 2011, p. 172.

« Ainsi, l'Église traversa le seuil du présent siècle, en poursuivant sa restauration pour trouver, dans les années 50, toute sa splendeur ».

Nous sommes d'accord. Malgré certaines faiblesses, le catholicisme cubain des années '50 avait récupéré le prestige perdu. Il avait aussi acquis la projection sociale, nécessaire pour pouvoir s'insérer dans la société et lui présenter l'évangile depuis une position de service et de miséricorde. Mais, ce qui est le plus important pour notre recherche, c'est que l'Église, tout en harmonisant l'action pastorale et spirituelle avec la préoccupation pour le développement humain et matériel du Cubain, avait créé tout un système d'instruments adéquats pour traduire en actions concrètes les enseignements futurs du concile Vatican II.

Conclusion

En 1958, Emilio Roig de Leuscherling, l'éminent historien de la ville de La Havane, publiait l'ouvrage « *La Iglesia católica y la independencia de Cuba* » (L'Église catholique et l'indépendance de Cuba). Selon les thèses avancées dans cet ouvrage, l'Église catholique cubaine avait maintenu tout au long de l'histoire cubaine un comportement opposé à l'indépendance de la nation et à son progrès. Ces thèses étaient-elles en accord avec la réalité historique ? L'information révélée dans l'ouvrage était-elle fondée sur la rigueur scientifique ? Le texte en question fut publié dans la limite temporelle entre la période républicaine bourgeoise et la révolution, c'est dans l'étape révolutionnaire-communiste que l'œuvre devient de plus en plus importante. Les thèses avancées par Emilio Roig de Leuscherling correspondent plutôt au discours officiel adopté par les publicitaires de la révolution communiste afin de légitimer le nouveau gouvernement en falsifiant l'histoire.

Le catholicisme cubain traversa trois étapes entre les siècles XVI^e et XX^e, avant d'arriver à la grande frontière temporelle que sera l'année 1959, moment où l'Église sera appelée par le Vatican à se renouveler.

Dans la première période, environ entre les années 1510 et la fin du XVIII^e siècle, le catholicisme jette les bases de la future église nationale. Cuba, en tant que nation, n'existe pas, il en résulte que parler d'une Église catholique cubaine manque d'objectivité. Il est plus pertinent de parler d'un catholicisme espagnol à Cuba, cette

remarque est une clé pour comprendre le comportement, à plusieurs reprises négatif, du catholicisme installé dans l'île de Cuba. L'évangélisation cubaine – comme c'est le cas pour toute l'Amérique Latine — fait partie du projet colonisateur. Le droit de nommer les évêques, les prêtres, les missionnaires et tout autre officier religieux devant être envoyé à l'île, appartenait aux rois espagnols. Cette situation fait que les officiers et religieux demeuraient souvent subordonnés aux autorités militaires et sans autonomie pour faire le travail prophétique missionnaire en toute liberté et sécurité. Néanmoins, depuis le tout premier moment, il est à noter que de nombreux prêtres et religieux assumaient la mission en toute responsabilité et dans un esprit de service envers les Aborigènes. Ces prêtres et religieux, parmi lesquels figurent le père Fray Bartolomé de Las Casas et Fray Antonio de Montesinos, tracèrent les premières lignes et marquèrent la direction de ce qui deviendra l'un des traits fondamentaux de la théologie latino-américaine et cubaine : le souci du social et des conditions matérielles des habitants de cette région du monde.

La deuxième période démarre à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Elle coïncide avec la période de splendeur économique, politique et sociale de la colonie. Il s'agit d'une société où il existe déjà, du point de vue anthropologique, un homme qui se sent plus rattaché au sol qui l'a vu naître qu'à la métropole distante géographiquement mais aussi en tout ce qui concerne les habitudes de vie et les intérêts économiques. À ce rayonnement contribuera la création de plusieurs institutions; l'Université de San Geronimo de La Havane, la Société économique des amis du pays, le premier journal de La Havane – moyen très efficace pour diffuser les idées de ceux qui constitueront la première génération de Cubains illustres et de bien d'autres –. La plus importante des institutions créées par cette génération sera le Royal et pontifical Collège-Séminaire de San Carlos et San Ambrosio, la deuxième des institutions éducatives de haut niveau dans le pays.

Le Grand Séminaire de La Havane sera favorisé tant par la qualité de ses élèves que pour la sagesse et l'ouverture d'esprit de ses professeurs. Les idées les plus progressistes et libérales des lumières françaises seront introduites dans la société cubaine à travers le Séminaire dirigé, à l'époque, par l'évêque de La Havane, Juan

José Díaz de Espada y Fernández de Landa, mieux connu sous la simple appellation de « l'évêque Espada »²⁵⁴.

L'impact de l'introduction de ces idées doit être évalué non seulement sur le plan formatif, qui en est le premier objectif, mais aussi sur le plan social général. À cette époque, la nationalité cubaine n'en est qu'au stade de « processus en cours » et, par conséquent, offre un terrain favorable pour l'accueil de nouveaux courants de pensée. Dans la pratique, pendant qu'une partie non-négligeable de la société accueillait chaleureusement les initiatives provenant du Séminaire, l'État colonial suivait de près et non sans crainte, son évolution.

Les générations formées dans les salles de cours du Grand Séminaire de La Havane furent les auteurs des projets les plus progressistes de l'époque, au moment où l'Amérique Latine était secouée par les guerres indépendantistes.

Pour la première fois dans l'histoire de la colonie, les générations formées dans les salles du Séminaire peuvent s'approprier un vocabulaire et un système de notions incluant des concepts tels que patrie, nation, nationalité, nationalisme. En plus, beaucoup d'entre eux deviennent critiques du système de relations colonie-métropole, de la bureaucratie péninsulaire et de l'État colonial. Quelques-uns, comme le père Félix Varela, seront les premières figures de l'intelligentsia cubaine à considérer l'indépendance comme le seul moyen de s'insérer dans la modernité avec ses propres moyens et de rompre avec une Espagne arriérée et appauvrie à cause de ses retards économiques et politiques. Les premières manifestations du nationalisme cubain et de la formation de la nation cubaine naissent dans les cœurs des catholiques du XIX^e siècle et dans les salles de classe du Séminaire San Carlos et San Ambrosio.

Nonobstant le mouvement d'idées qui le secoue, le Séminaire de La Havane rencontre des difficultés pour se consolider comme un projet réel. D'abord, le Séminaire était considéré comme une institution élitiste, ce qui entravait la communication entre lui et certains secteurs de la société. Mais, ce qui est le plus important, l'indépendance des colonies latino-américaines fut un obstacle majeur au développement des idées libératrices et indépendantistes. L'indépendance latino-américaine provoqua le repli

²⁵⁴ Voir Eduardo Torres-Cuevas, *Obispo Espada: ilustración, reforma y antiesclavismo*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1990.

des forces royalistes et conservatrices et leur concentration à Cuba qui, avec Porto Rico, constituait désormais ce qui restait de l'empire espagnol en Amérique. Il s'agissait de retenir les dernières colonies à tout prix. Cette concentration de conservateurs toucha aussi l'Église, l'activité idéologique, nationaliste et autonomiste du Séminaire San Carlos et San Ambrosio fut arrêtée brusquement, des professeurs et des étudiants considérés comme séparatistes furent expulsés de l'institution et de l'île. De même, les officiers de l'Église suspectés d'avoir des idées subversives furent suspendus de leurs fonctions ecclésiastiques et civiles. La Couronne espagnole, afin de garantir la conservation de Cuba dans son faible Empire colonial, « espagnolisa » le clergé, qui selon la structure coloniale faisait partie de la structure administrative. C'est l'étape la plus sombre de l'histoire ecclésiale cubaine et c'est l'étape que les intellectuels à caractère anticlérical choisissent pour élaborer une histoire qui présente l'Église comme l'un des facteurs entravant le passage de la colonie à la nation indépendante, comme ennemie de tout projet national.

Même si le XX^e siècle commence par un approfondissement de la crise vécue par le catholicisme durant la première moitié du siècle l'Église reprit progressivement sa place perdue au sein de la société cubaine. Désormais, le catholicisme cubain vivra un moment de splendeur : le nombre de diocèses augmente au point que le pays en comptera un par province ; le clergé se « nationalise », même si plusieurs prêtres, notamment d'origine espagnole, demeurent ou retournent au pays ; les diocèses sont gouvernés par des évêques nationaux. Tout cela améliore les rapports entre l'Église et la population, laquelle cessera de considérer la religion et le clergé comme faisant partie d'une invasion politique et culturelle.

Mais, il y a une réalité qui fait que l'Église puisse se présenter comme l'une des institutions les plus engagées dans la société. Sans laisser de côté son œuvre proprement pastorale, il faut reconnaître qu'elle traite avec un peuple qui a toujours été profondément religieux. En retrouvant sa vocation sociale, le catholicisme cubain se donne la tâche de défendre les intérêts des ouvriers et de servir de médiateur entre les différents secteurs composant la société. C'est dans ce sens que des institutions et des organisations nées à l'intérieur de l'Église catholique et qui évolueront par la voie de la doctrine sociale catholique telles que l'Académie catholique de sciences sociales et l'Association catholique universitaire, resplendiront dans la société. En outre, les

projets éducatifs catholique eurent, eux aussi, un effet fort positif en ce qui concerne le rapprochement Église-société.

Au niveau social, comme il a déjà été dit, une réalité-frontière marquera la fin de la première moitié du XX^e siècle. L'année 1959 initiera une époque d'instabilité politique et de désordre sur les plans économique et social proprement dits.

C'est au milieu de ce chaos social que l'Église s'efforça d'être, avec ses seules ressources, le bon abri spirituel dont la société avait tellement besoin.